

E46A1
E88
2001/02
1
QL
P.ouv.

Emploi et Solidarité sociale

Cahier explicatif des crédits

2001-2002

**Direction du budget et des opérations financières
Direction générale de la planification stratégique et opérationnelle**

2001-04-10

BIBLIOTHÈQUE

28 MAI 2001

ASSEMBLÉE NATIONALE

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2001-2002

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1
PROFIL DU MINISTÈRE	2
Le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	3
La mission	3
L'offre de service	3
Les clientèles	4
Les enjeux.....	4
Les orientations, les axes d'intervention et les objectifs	6
Ventilation des effectifs temps complet du MESS - 2001-2002 (graphique)	9
STRUCTURE DU MINISTÈRE	10
Le Ministère et sa structure	11
Programme 01 - Mesures d'aide à l'emploi	11
Programme 02 - Mesures d'aide financière.....	11
Programme 03 - Soutien à la gestion	12
L'organisation administrative supérieure du MESS	13
Les directions générales et l'unité autonome de service - Emploi-Québec	13
Les directions régionales	13
Les centres locaux d'emploi	14
Le personnel.....	15
Tableau comparatif de l'effectif autorisé.....	16
LES RESSOURCES FINANCIÈRES DU MINISTÈRE	17
Répartition par grand secteur des dépenses de programmes 2001-2002 (graphique).....	18
Explications de l'écart entre le budget original 2000-2001 et les crédits comparatifs 2000-2001	19
Synthèse des variations budgétaires entre 2001-2002 et 2000-2001.....	20
Portrait consolidé des crédits du MESS et des dépenses prévues aux fonds spéciaux pour 2001-2002...	21
Comparaison des crédits prévus par programme pour 2001-2002 par rapport aux crédits comparatifs 2000-2001	22
Programme 01 - Mesures d'aide à l'emploi	23
- Évolution des coûts par élément	23
- Évolution du nombre de nouveaux participants aux mesures d'Emploi-Québec	23
Élément 01 - Emploi-Québec	24
- Objectif	24
- Aspect légal	24
- Mission et fonctions	25
- Évolution des crédits d'Emploi-Québec	25
- Gestion - Évolution des coûts et de l'effectif.....	26
- Explication des variations budgétaires	26
- Intervention - Évolution des coûts	26
- Explication des variations budgétaires	27
- Liste des mesures et des objectifs par axe de la politique active du marché du travail.....	28
Élément 02 - Politiques d'emploi	32
- Objectif	32
- Évolution des coûts et de l'effectif	32
- Explication des variations budgétaires	32

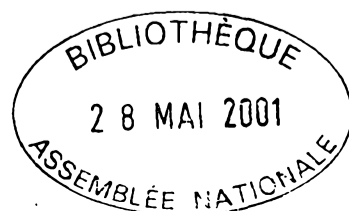


TABLE DES MATIÈRES

Page

<u>Élément 03 – Provision pour augmenter, avec l’approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l’insertion, la formation et l’aide à l’emploi</u>	33
- Objectif	33
- Fonds ministériel d’aide à l’innovation et à l’expérimentation (FAIE)	33
- Subventions autochtones	33
- Évolution des coûts	33
- Explication des variations budgétaires	33
 <u>Programme 02 - Mesures d'aide financière</u>	34
- Objectif du programme	34
- Évolution des coûts par élément	34
- Évolution des ménages à la sécurité du revenu	35
- Évolution du nombre de ménages à la sécurité du revenu (moyenne mensuelle)	36
 <u>Élément 01 - Gestion du réseau de la sécurité du revenu</u>	37
- Objectif	37
- Évolution des coûts et de l’effectif	37
- Explication des variations budgétaires	37
 <u>Élément 02 - Politiques de sécurité du revenu</u>	37
- Objectif	37
- Évolution des coûts et de l’effectif	37
- Explication des variations budgétaires	38
 <u>Élément 03 – Assistance-emploi</u>	38
- Objectif	38
- Aspect légal	38
- Évolution des coûts, du nombre de ménages et du coût moyen mensuel	38
- Explication des variations budgétaires	38
 <u>Élément 04 – Gestion du dénuement</u>	40
- Objectif	40
- Aspect légal	40
- Évolution des coûts, du nombre moyen mensuel de dossiers et des coûts moyens	41
- Explication des variations budgétaires	41
 <u>Élément 05 – Aide aux parents pour leurs revenus de travail</u>	41
- Objectif	41
- Aspect légal	41
- Évolution des coûts, du nombre moyen mensuel de prestataires et du coût moyen annuel	42
- Explication des variations budgétaires	42
 <u>Élément 06 - Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris</u>	42
- Objectif	42
- Aspect légal	42
- Évolution des coûts par activité	43
- Explication des variations budgétaires	43
 <u>Élément 07 – Allocations de maternité</u>	43
- Objectif	43
- Aspect légal	43
- Évolution des coûts et du nombre de prestataires	44
- Explication des variations budgétaires	44
 <u>Élément 8 – Provision pour augmenter, avec l’approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion de prestations d’aide financière en mesure d’aide à l’emploi</u>	44
- Objectif	44
- Aspect légal	44
- Évolution des coûts	44
- Explication de la variation	44

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Programme 03 – Soutien à la gestion	45
- Objectif du programme	45
- Évolution des coûts par élément	45
Élément 01 - Direction	45
- Objectif	45
- Évolution des coûts et de l'effectif	45
- Explication des variations budgétaires	46
Élément 02 - Soutien à la gestion	46
- Objectif	46
- Évolution des coûts et de l'effectif	46
- Explication des variations budgétaires	47
Élément 03 - Centre de recouvrement	47
- Objectif	47
- Évolution des coûts et de l'effectif	47
- Explication des variations budgétaires	47

INTRODUCTION

L'étude des crédits en commission parlementaire permet l'examen des orientations, des politiques, des programmes, des mesures et des activités d'un ministère. Le cahier explicatif des crédits est un outil qui aide plus particulièrement à comprendre la composition budgétaire et organisationnelle qui sous-tend les programmes et activités ainsi que son évolution par rapport à l'année précédente.

Ce document présente le profil du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ses ressources financières et il explique l'évolution des crédits de 2000-2001 à 2001-2002 pour chaque programme et élément de programme qui s'y rattache.

Au chapitre des ressources financières, la composition des crédits comparatifs 2000-2001 est précisée par rapport au budget original 2000-2001. Suivent une synthèse des variations budgétaires entre 2001-2002 et 2000-2001, la comparaison des crédits prévus par élément de programme par rapport aux crédits comparatifs. Enfin, chaque programme est présenté en expliquant pour chacun son principal objectif, l'aspect légal, l'évolution des coûts, la clientèle et le coût moyen mensuel, s'il y a lieu, et les explications des variations budgétaires.

Explications des termes apparaissant dans ce document :

- Crédits comparatifs 2000-2001 :

Les crédits comparatifs 2000-2001 tiennent compte des changements de structures, des variations d'effectifs au cours de 2000-2001, de certains ajustements de crédits (Transfert entre ministère) et des virements de crédits en provenance du Fonds de suppléance pour financer les besoins additionnels au programme d'assistance-emploi, les transferts du MSSS (OPHQ) relatifs au contrat d'intégration au travail (CIT) et à la transformation des pavillons en ressources intermédiaires.

- Crédits 2001-2002

Les crédits portent sur le budget de dépenses et les investissements dont le déboursement grève les sommes versées au fonds consolidé du revenu mais excluent l'amortissement reliés aux investissements en immobilisations.

- Budget de dépenses 2001-2002

Le budget de dépenses regroupe les supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Affectation à un fonds spécial », « Transfert » et « Créances douteuses et autres provisions ».

- Budget d'investissements

Le budget d'investissements comprend les supercatégories « Immobilisations » et « Prêts, Placements et Avances ». Les investissements en immobilisations sont capitalisés et seul l'amortissement est inscrit à la dépense de l'exercice dans la supercatégorie « Fonctionnement » du budget de dépenses.

Note

Les données présentées en regard des dépenses probables 2000-2001 sont différentes de celles apparaissant dans les renseignements supplémentaires reliés aux crédits 2001-2002, compte tenu du fait qu'elles sont plus récentes.

Dans le seul but d'alléger la présentation et la lecture de ce document, la forme masculine a été utilisée. Elle désigne, lorsqu'il y a lieu, aussi bien les femmes que les hommes.

PROFIL DU MINISTÈRE

PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE

Emploi et Solidarité sociale

MISSION ET FONCTIONS

1 LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a été créé par décret gouvernemental le 8 mars 2001 à même les composantes de l'ancien ministère de la Solidarité sociale créé le 15 décembre 1998 et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, lequel avait été mis en place en juin 1997. Le Ministère, par l'intermédiaire d'Emploi-Québec, assure la gestion des services publics d'emploi et, par le réseau de la sécurité du revenu, administre l'aide financière de dernier recours.

1.1 La mission

La mission du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale découle d'une priorité de lutte contre l'exclusion sociale et le chômage.

En matière de solidarité sociale, la mission vise à la préserver et à la développer, d'une part en attribuant une aide financière aux ménages dont les ressources sont insuffisantes pour subvenir à leurs besoins et d'autre part, en aidant les personnes à résoudre les problématiques qui constituent un frein à leur insertion sociale et économique. Elle vise également à soutenir financièrement les organismes communautaires dans l'action qu'ils mènent auprès de la population québécoise. Le responsable de la gestion du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail relève du ministère.

En matière d'emploi, cette mission consiste à promouvoir l'emploi et le développement de la main-d'œuvre disponible et à contribuer à l'amélioration du fonctionnement du marché du travail. Elle doit en outre assurer un meilleur équilibre de l'offre et de la demande de main-d'œuvre et contribuer à la réduction du chômage, de l'exclusion sociale et professionnelle, de même qu'à la diminution des pertes d'emplois et de l'instabilité de l'emploi. En vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail, la Commission exerce un rôle conseil, participe à la gestion d'Emploi-Québec et détient un pouvoir d'initiative. En lien avec ce que prévoit la Loi sur l'administration publique, la Commission est directement associée à trois de ses éléments fondateurs : la convention de performance et d'imputabilité qu'elle signe avec le ministre, le plan d'action d'Emploi-Québec qu'elle prépare avec ce dernier et le rapport d'activité d'Emploi-Québec qu'elle adopte. De plus, les enjeux stratégiques en matière d'emploi sont définis chaque année avec le ministre dans un agenda commun et les orientations ainsi définies sont intégrées au plan stratégique du Ministère. La Commission est en outre responsable de l'application de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre.

1.2 L'offre de service

En tenant compte de la mission, des responsabilités, des clientèles et des partenaires du Ministère, ses activités administratives se regroupent en quatre grands domaines, à savoir :

- les services d'emploi;
- le soutien du revenu et des démarches d'intégration sociales et professionnelles des personnes à risque d'exclusion;
- le développement de politiques, d'orientations et de mesures d'intervention;
- la conformité et le recouvrement.

L'aide et les services offerts à la population par le Ministère peuvent être regroupés de la façon suivante.

Les services de base

- L'aide financière pour les personnes démunies et les familles à faible revenu.
- Les services d'information sur le marché du travail, qui contribuent à réaliser l'équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre.
- Les services de placement.
- Les services liés au développement de la formation et à la qualification professionnelle de la main-d'œuvre.

Les services spécialisés

- Les services aux personnes et aux entreprises qui font face à des difficultés particulières (accompagnement social, préparation pour l'emploi, insertion et maintien en emploi, stabilisation et création d'emplois).

Les autres leviers d'intervention

- Les services d'intervention sectorielle.
- La gestion du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail.
- L'administration du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome.

1.3 Les clientèles

Le Ministère consent des efforts importants pour le soutien du revenu des personnes démunies, avec ou sans contraintes à l'emploi, et leur insertion sociale et professionnelle, de même qu'au maintien du revenu des familles à faible revenu. Il offre également des services aux personnes avec ou sans emploi, aux entreprises québécoises ainsi qu'aux collectivités locales.

1.4 Les enjeux

Au cours des prochaines années, l'action stratégique du Ministère s'articulera autour de deux grands enjeux.

PROFITER DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE FAVORABLE POUR SOUTENIR UN MAXIMUM DE PERSONNES DANS LEURS DÉMARCHES POUR INTÉGRER LE MARCHÉ DU TRAVAIL OU Y DEMEURER

Le premier enjeu prend appui sur le plus puissant levier pour assurer l'autonomie économique et sociale des personnes : **l'emploi**. La conjoncture économique favorable permet une importante croissance de l'emploi et commande une action énergique de la part du Ministère pour que des milliers de chômeurs, qu'ils soient prestataires de l'assurance-emploi, bénéficiaires de l'assistance-emploi ou sans soutien public du revenu, puissent trouver un emploi ou développer leurs compétences en considérant les besoins des entreprises.

STRUCTURER L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

L'intensification des efforts visant à réduire la pauvreté se justifie d'abord par des raisons humanitaires, mais aussi par la prise de conscience des enjeux socio-économiques contemporains et le constat que les sociétés modernes vieillissantes devront faire appel à tous leurs citoyens d'âge actif pour assurer le développement économique et social. La lutte contre la pauvreté comporte de multiples facettes et interpelle un grand nombre d'intervenants et d'acteurs qui jouent un rôle dans la dynamique sociale, économique, communautaire et institutionnelle et ne saurait se réaliser sans une intervention gouvernementale structurée. À titre de principal responsable de l'élaboration de la stratégie qui devra encadrer l'action gouvernementale de lutte contre la pauvreté, le Ministère joue un rôle moteur dans la démarche gouvernementale qui sera fondée sur l'intersectorialité, la concertation et l'intégration des interventions afin d'en maximiser les retombées.

LES DÉFIS :

Compte tenu des éléments de contexte, des problématiques et des enjeux évoqués, les défis pour le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale sont les suivants :

- ◆ Établir un meilleur équilibre quantitatif et qualitatif entre l'offre et la demande de main d'œuvre ;
- ◆ Intervenir de façon précoce auprès des personnes à risque d'exclusion et enrayer le cycle du chômage, de la pauvreté et de l'exclusion sociale ;
- ◆ Savoir anticiper les changements qui se produisent sur le marché du travail et chez les clientèles afin de raffiner et d'adapter l'offre de services et les modes d'intervention ;
- ◆ Assurer un leadership gouvernemental dans les domaines de l'emploi et de la lutte contre la pauvreté et mobiliser les partenaires sociaux et économiques ;
- ◆ Promouvoir et accentuer les mesures d'incitation au travail et d'aide aux familles à faible revenu ;
- ◆ Appuyer l'action communautaire pour qu'elle puisse véritablement contribuer à satisfaire les besoins des personnes et des collectivités ;
- ◆ Maintenir le client au cœur des préoccupations du Ministère ;
- ◆ Améliorer la qualité des services en regard de l'accès, l'accueil, le traitement et la demande de services ;
- ◆ Mettre davantage l'accent au niveau de la gestion sur l'atteinte des résultats, l'imputabilité et la transparence.

2 LES ORIENTATIONS, LES AXES D'INTERVENTION ET LES OBJECTIFS

Les orientations stratégiques et les objectifs prioritaires visés par le Ministère pour les trois prochaines années s'inscrivent largement dans la poursuite de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle en plaçant clairement le client au cœur de son action :

ORIENTATION 1

Contribuer à la croissance de l'emploi et à réduire la dépendance aux régimes d'assurance-emploi et d'assistance-emploi

Objectif 1

Augmenter le nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec.

Objectif 2

Accroître l'accès aux mesures d'insertion sociale et professionnelle aux membres des groupes défavorisés sur le plan de l'emploi.

Objectif 3

Réduire la dépendance des jeunes à l'égard du régime d'assistance-emploi et supporter leur entrée sur le marché du travail.

Objectif 4

Augmenter le nombre d'interventions auprès des entreprises visant à renforcer leur capacité d'adaptation.

Objectif 5

Contribuer à la hausse du nombre d'entreprises assujetties à la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre qui investissent 1 % et plus de leur masse salariale en formation de leur main-d'œuvre.

ORIENTATION 2

Contribuer à réduire la pauvreté et l'exclusion sociale

Objectif 6

Contribuer à réduire et à prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en proposant des interventions ciblées à l'intention des clientèles fragilisées et des territoires à forte concentration de pauvreté.

Objectif 7

Accentuer l'incitation au travail en privilégiant la supplémentation du revenu.

Objectif 8

Favoriser le soutien aux familles.

Objectif 9

Soutenir le réseau communautaire qui intervient pour améliorer la vie des groupes les plus pauvres et les accompagner vers l'autonomie.

ORIENTATION 3

Mobiliser les différents acteurs sociaux et économiques en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des personnes

Objectif 10

Augmenter le taux d'emploi des personnes référées par le Ministère à des ressources externes.

Objectif 11

Augmenter le taux de participation des prestataires de l'assistance-emploi aux projets soutenus financièrement par le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail.

Objectif 12

Développer et mettre en œuvre, avec les partenaires institutionnels, une offre de service intégrée et adaptée aux besoins des diverses clientèles.

Objectif 13

Elaborer et mettre en œuvre une politique gouvernementale de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire.

ORIENTATION 4

Moderniser la gestion et la prestation des services aux citoyens et aux entreprises

Objectif 14

Améliorer l'organisation et la prestation des services en tenant compte des engagements découlant de la Déclaration ministérielle de services aux citoyens et en mettant à contribution le personnel.

Objectif 15

Accroître l'utilisation des technologies de l'information pour améliorer l'accès aux services, la rapidité de réponse aux clients et pour simplifier les transactions avec les clientèles.

Objectif 16

Garantir la protection des renseignements personnels dans un contexte d'évolution vers des services et des échanges hautement informatisés.

Objectif 17

Stimuler et valoriser la contribution des ressources humaines à l'atteinte des résultats et à l'amélioration de la qualité des services.

Objectif 18

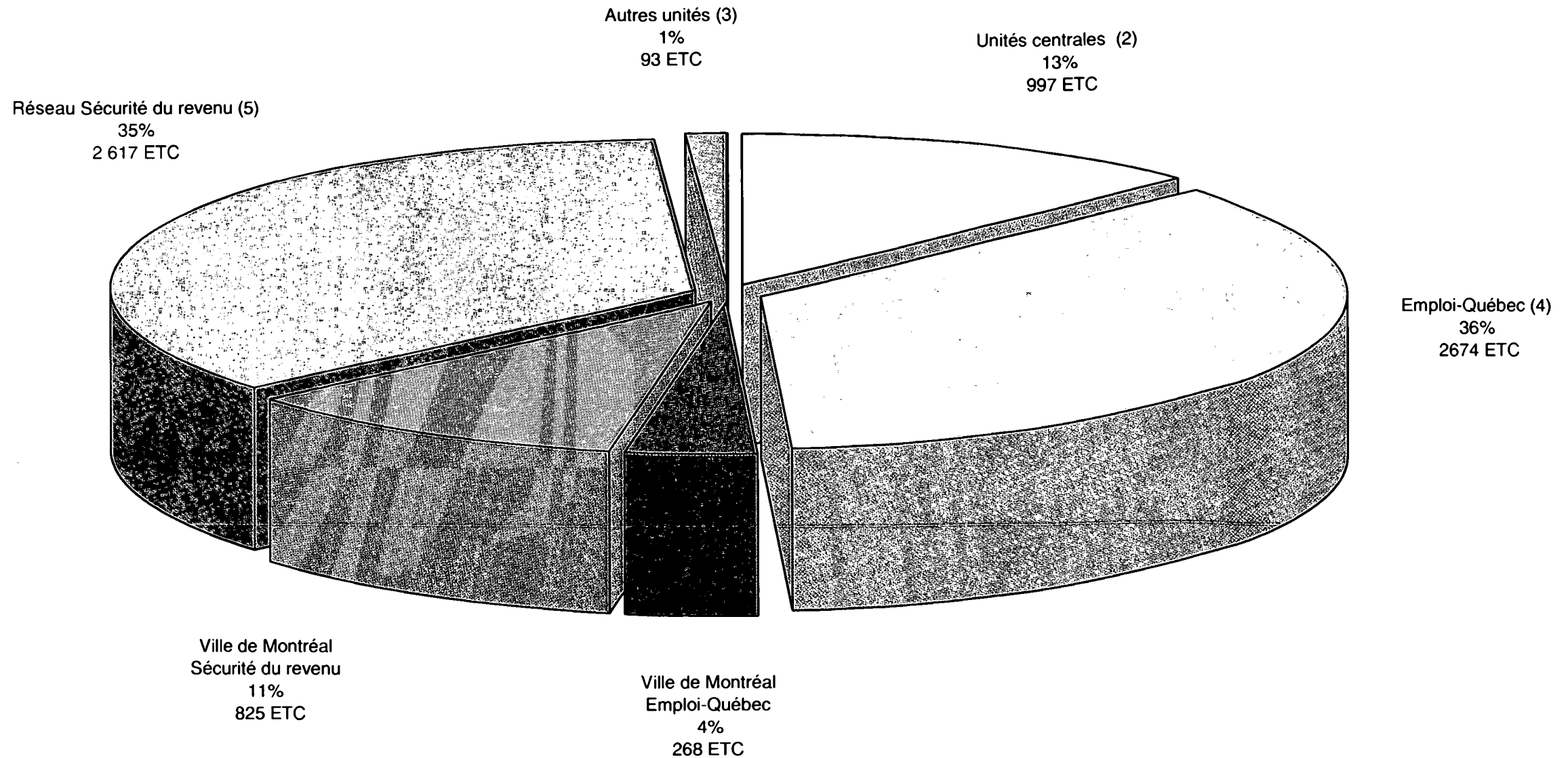
Améliorer la disponibilité et l'utilisation de l'information de gestion et des technologies pour la gestion des ressources, la mesure et le suivi de la performance ainsi que pour la prise de décisions.

Objectif 19

Assurer un traitement juste et équitable des clientèles du Ministère.

Objectif 20

Intensifier le recouvrement des sommes versées en trop dans le cadre des programmes administrés par le Ministère.



(1) Inclut 1093 ETC employés par la Ville de Montréal, non compris dans l'effectif autorisé du MESS.

(2) Inclut la direction générale des politiques 111 ETC, la direction du Ministère 339 ETC, la direction générale de la planification stratégique et opérationnelle 434 ETC dont 289 ETC dans le secteur des technologies de l'information et au centre de recouvrement 113 ETC.

(3) Inclut le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome du Québec de 25 ETC, le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail 8 ETC et le Fonds national de formation de la main-d'œuvre 60 ETC.

(4) Inclut 12 ETC à la Commission des partenaires du marché du travail et son secrétariat et 222 aux unités centrales d'Emploi-Québec.

(5) Inclut 195 ETC dans les unités centrales du réseau de la Sécurité du revenu.

STRUCTURE DU MINISTÈRE

LE MINISTÈRE ET SA STRUCTURE

La structure administrative

La structure des éléments de programme budgétaire correspond à la structure administrative du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en vigueur au 1^{er} avril 2001.

Programme 01 - Mesures d'aide à l'emploi

Élément 01 - Emploi-Québec

- Secrétariat de la commission des Partenaires du marché du travail
- Direction du Fonds national de formation de la main-d'oeuvre
- Direction générale adjointe aux relations avec les clientèles
 - Direction des affaires publiques et des communications
 - Direction du service à la clientèle
- Direction générale adjointe à la planification et au développement de l'emploi
 - Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail
 - Direction des mesures d'emploi et des services aux individus
- Direction générale adjointe à l'intervention en milieu de travail
 - Direction du développement des compétences en milieu de travail
 - Direction du placement et des services aux employeurs
- Direction générale adjointe à l'intervention sectorielle
- Direction générale des opérations d'Emploi-Québec
 - Direction des ressources externes
 - Direction du soutien à l'organisation du travail
 - Directions du pilotage opérationnel des systèmes informatiques
 - Direction du suivi financier et de l'information de gestion
 - Direction générale adjointe aux opérations
 - Direction adjointe aux opérations
 - Direction régionales
 - Centres locaux d'emploi

Élément 02 – Politiques d'emploi

- Direction des politiques de main-d'œuvre
- Direction des politiques du marché du travail et de l'emploi
- Direction des relations extérieures

Programme 02 - Mesures d'aide financière

Élément 01 - Gestion du réseau de la sécurité du revenu

- Direction générale adjointe de l'implantation et de la gestion opérationnelle
 - Direction de l'implantation et du soutien aux opérations
 - Direction conseil sur l'organisation des services
 - Direction du pilotage opérationnel
- Direction générale adjointe du contrôle, de l'équité et des services centralisés
 - Direction de la vérification, des enquêtes et de l'évaluation de la conformité réelle
 - Service de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle
- Direction générale adjointe des opérations régionales
 - Directions régionales
 - Centres locaux d'emploi
- Direction générale adjointe des opérations de la Métropole
 - Directions régionales
 - Centres locaux d'emploi

Élément 02 – Politiques de sécurité du revenu

- Direction générale des politiques
- Direction générale adjointe des politiques de sécurité du revenu
 - Direction du développement des politiques de sécurité du revenu
 - Direction de l'analyse économique et des projets gouvernementaux
- Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique
 - Direction adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique
- Direction du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail

Programme 03 – Soutien à la gestion

Élément 01 - Direction

- Cabinet du ministre
- Cabinet du sous-ministre
- Secrétariat du Ministère
- Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec
- Direction des affaires juridiques
- Direction des ressources humaines
- Direction de la vérification interne et des enquêtes administratives
- Bureau des renseignements et plaintes
- Direction des communications
- Direction du service de révision

Élément 02 - Soutien à la gestion

Direction générale de la planification stratégique et opérationnelle

- Bureau de la planification stratégique et de la coordination ministérielles

Secteur des technologies de l'information (Direction générale adjointe des technologies de l'information)

- Direction des projets de mission et de la planification
- Direction de l'architecture et de l'infrastructure technologique ministérielle
- Direction des services aux développeurs
- Direction du développement et de la continuité "compte client"
- Direction du développement et de la continuité "sécurité du revenu"
- Direction du développement et de la continuité "emploi"
- Direction du développement et de la continuité "systèmes de service"

Secteur de l'administration

- Direction du budget et des opérations financières
- Direction des ressources matérielles

Élément 03 - Centre de recouvrement

- Services professionnels de recouvrement
- Services des mesures légales et du soutien opérationnel
- Services du recouvrement
- Services des pensions alimentaires

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE SUPÉRIEURE DU MESS

La structure administrative du Ministère repose sur la mise en place de quatre grandes directions générales et de certaines unités administratives directement rattachées au sous-ministre, en raison de leur importance stratégique pour les autorités ministérielles, de leur impact sur l'ensemble de l'organisation ou de leurs responsabilités particulières: le Secrétariat du Ministère, la Direction des affaires juridiques, la Direction des ressources humaines, la Direction des communications, le Bureau des renseignements et plaintes, la Direction de la vérification interne et des enquêtes administratives, la Direction du service de révision ainsi que le Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec.

LES DIRECTIONS GÉNÉRALES ET L'UNITÉ AUTONOME DE SERVICE EMPLOI-QUÉBEC

La Direction générale des politiques assure l'élaboration et le développement des politiques en matière de sécurité du revenu d'une part, et celles reliées à l'emploi, au marché du travail et au développement de la main-d'œuvre, d'autre part. La gestion du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail relève également de cette direction générale. Elle comprend également la Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique responsable, entre autres, des statistiques officielles du Ministère.

La Direction générale de la planification stratégique et opérationnelle supporte la définition de la planification stratégique du Ministère et assure le soutien administratif à l'ensemble du MESS, incluant l'unité autonome de service Emploi-Québec, en matière de gestion budgétaire et financière, de gestion des ressources matérielles et des technologies de l'information. Le Centre de recouvrement, qui est une unité autonome de service, relève aussi de cette direction générale.

La Direction générale de la sécurité du revenu rend des services d'aide financière et d'accompagnement social à la population alors qu'**Emploi-Québec** constitue le service public d'emploi du gouvernement du Québec.

Ces deux réseaux, chacun dans leur domaine d'activités, regroupent les structures des services de première et de deuxième ligne aux citoyennes et citoyens. Ces structures sont constituées d'unités centrales, de directions régionales et de centres locaux d'emploi (CLE). Les unités centrales développent et coordonnent les programmes et mesures, planifient et évaluent la réalisation des opérations et offrent des services de support d'ensemble aux réseaux.

LES DIRECTIONS RÉGIONALES

Les directions régionales assurent la présence des deux réseaux de services dans chacune des 17 régions conformément à la division territoriale retenue par le Gouvernement. Elles développent les concertations régionales nécessaires à la réalisation de la mission ministérielle et encadrent et supportent la réalisation des activités locales.

LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI

Le nombre de Centres locaux d'emploi et leur territoire est établi sur la base des territoires des municipalités régionales de comté et, dans les cas des régions urbaines, d'un quartier ou d'un arrondissement. Les aménagements sur les territoires de la Métropole, de la Capitale nationale et de l'Outaouais tiennent compte de leurs particularités.

Le centre local d'emploi (CLE) est un guichet unique où sont offerts les services d'emploi et les services d'aide financière liés à la sécurité du revenu. Les services d'aide financière offerts par le réseau de sécurité du revenu sont destinés aux personnes sans emploi et en situation de dernier recours ainsi qu'aux familles à faible revenu ayant au moins un enfant. Les services et mesures d'aide à l'emploi et de placement offerts par Emploi-Québec sont destinés aux individus et aux employeurs.

Le CLE comporte des services communs de réception, une salle multiservice où les clients retrouvent des guichets emploi ainsi qu'un centre de documentation et d'information sur le marché du travail.

En matière d'aide financière, le réseau de la sécurité du revenu offre à tous les Québécoises et Québécois l'information sur les services et programmes d'aide financière, l'admissibilité à cette aide, l'accompagnement social ainsi que l'orientation vers Emploi-Québec ou encore vers d'autres organismes ou ministères. Il offre également aux personnes admissibles l'aide financière et le suivi de leur dossier.

En matière d'emploi, Emploi-Québec offre à tous les Québécoises et Québécois l'information sur le marché du travail ainsi que les services aux individus et aux entreprises, dont la détermination des besoins, le libre-service de placement et l'orientation vers un intervenant externe ou encore vers d'autres organismes ou ministères. Il offre également aux personnes admissibles un parcours individualisé pour l'emploi (PARIE) qui comporte, en fonction des besoins personnels de chaque client des services, des mesures et un soutien financier conduisant vers l'insertion ou le retour sur le marché du travail.

D'autres services sont aussi offerts par les réseaux de la Sécurité du revenu et Emploi-Québec. En effet, les mesures Destination Emploi, Solidarité Jeunesse et Parcours obligatoires font l'objet d'une complémentarité de services entre les deux organisations visant à aider les prestataires à recouvrer leur autonomie financière et sociale.

Par ailleurs, le CLE, pour exercer adéquatement son mandat, doit compter sur le partenariat avec des organismes communautaires ou d'intervention du milieu, notamment : les carrefours jeunesse-emploi, les centres locaux de développement (CLD), les organismes communautaires spécialisés dans le domaine de la main-d'œuvre et de l'emploi, les établissements d'enseignement, les centres locaux de services communautaires (CLSC) et les organismes spécialisés en intervention psychosociale.

Le directeur local d'Emploi-Québec siège sur le conseil d'administration du CLD qui agit à titre de comité aviseur du centre local d'emploi. Le CLD élabore le Plan local d'action pour l'économie et l'emploi (PLAÉE) dont le volet soutien et développement de l'emploi est confié au CLE.

LE PERSONNEL

Pour réaliser son mandat, le Ministère compte sur une organisation de l'ordre de 6 381 personnes dont 3 614 au Ministère et 2 767 dans les fonds spéciaux (2 674 ETC à Emploi-Québec, 8 ETC au Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail, 60 ETC au Fonds national de formation de la main-d'oeuvre et 25 ETC au Fonds d'aide à l'action communautaire autonome), en plus de 1 093 personnes travaillant à la Ville de Montréal dont 268 ETC affectés à la gestion des mesures actives. Les services sont accessibles dans 153 centres locaux d'emploi (CLE) et 17 directions régionales. Des équipes en région et au central agissent en soutien aux deux réseaux pour l'interprétation et l'instrumentation dans la gestion des lois, des règlements et des programmes, pour certaines interventions de recouvrement et pour l'ensemble de la gestion des ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles.

N.B. En sus des 8 ETC imputés au Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail, il y a également 56 ETC affectés aux opérations courantes.

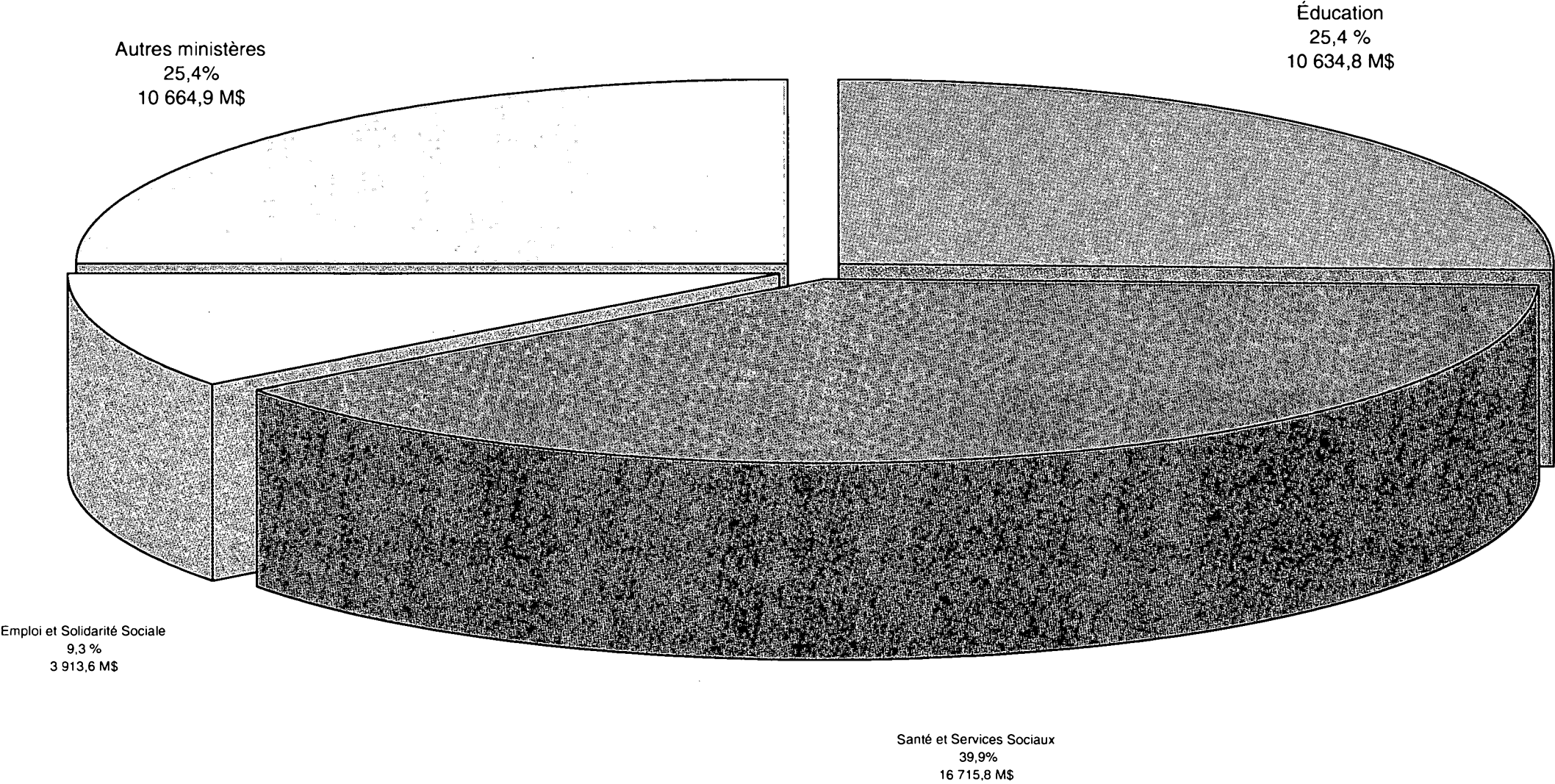
EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE

TABLEAU COMPARATIF DE L'EFFECTIF AUTORISÉ
(excluant 1 093 ETC pour la Ville de Montréal)

Structure budgétaire	ETC autorisés totaux 2001-04-01	ETC autorisés comparatifs 2000-2001
Mesures d'aide à l'emploi		
- Politiques d'emploi	37	37
Fonds de développement du marché du travail (FDMT)	2674	2675
- Fonds national de formation de la main d'oeuvre	60	60
Mesures d'aide financière		
- Politiques de sécurité du revenu	74	67
- Gestion du réseau de la sécurité du revenu	2617	2645
Soutien et gestion		
- Direction	339	320
- Direction générale de la planification stratégique et opérationnelle		
• Secteur – technologies de l'information	289	287
• Secteur - administration	145	146
- Centre de recouvrement	113	113
- Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	25	25
- Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail	8	8
TOTAL	6 381	6 383

LES RESSOURCES FINANCIÈRES DU MINISTÈRE

RÉPARTITION PAR GRAND SECTEUR DES DÉPENSES DE PROGRAMMES 2001-2002 (41 929,1 M\$)



LES RESSOURCES FINANCIÈRES DU MINISTÈRE

EXPLICATIONS DE L'ÉCART ENTRE LE BUDGET ORIGINAL 2000-2001 ET LES CRÉDITS COMPARATIFS 2000-2001

Le budget original du portefeuille Emploi, Solidarité sociale, alloué au livre des crédits 2000-2001, était de 3 997 021,6 K\$. Au livre des crédits 2001-2002, un montant de 4 109 841,2 K\$ a été inscrit comme crédits comparatifs. Cette variation de 112 819,6 K\$ par rapport au budget initialement voté s'explique par les éléments suivants :

	(K\$)
<u>BUDGET ORIGINAL ALLOUÉ AU LIVRE DES CRÉDITS 2000-2001</u>	3 997 021,6
- Budget supplémentaire « assistance-emploi »	95 000,0
- Transfert de crédits du MSSS (OPHQ) relatif à la mesure contrat d'intégration au travail (CIT)	8 250,0
- Transfert du MSSS en regard de la transformation des pavillons en ressources intermédiaires	9 069,6
- Variation de la dépense d'amortissement	500,0
<u>CRÉDITS COMPARATIFS 2000-2001 AU LIVRE DES CRÉDITS 2001-2002</u>	<u>4 109 841,2</u>

Synthèse des variations budgétaires entre 2001-2002 et 2000-2001

L'enveloppe budgétaire 2001-2002 du portefeuille "Emploi, Solidarité sociale" est établie à 3 913,6 M\$ en baisse de 196,1 M\$ comparativement aux crédits 2000-2001 de 4 109,7 M\$. Les principaux éléments d'ajustements se retrouvent aux mesures d'aide financière pour -177,9 M\$, aux mesures d'aide à l'emploi pour -18,3 M\$ et au soutien à la gestion pour 0,1 M\$.

Le budget des dépenses de ce programme « Mesures d'aide financière » passe de 2 931,8 M\$ à 2 753,9 M\$ soit une diminution de 177,9 M\$. Cette diminution résulte principalement d'une baisse prévue de 27 970 ménages à la sécurité du revenu, soit de 376 729 en moyenne en 2000-2001 à 348 759 en 2001-2002. La prévision tient compte d'un contexte économique favorable à l'insertion des prestataires sur le marché du travail et de la consolidation des efforts déployés en 2000-2001. Ces efforts visaient, entre autres, la prévention à l'entrée de la sécurité du revenu et l'augmentation de la participation des prestataires de la sécurité du revenu aux mesures d'aide à l'emploi destinées à les soutenir dans leur démarche vers l'emploi.

Par ailleurs, les personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi bénéficieront d'un ajustement à la hausse de leurs prestations les 1^{er} janvier 2001 et 2002, ce qui représente des coûts additionnels de 32,2 M\$. Également, suite à la marche des femmes, les prestations liées aux frais scolaires et au supplément pour grossesse et allaitement sont augmentées de 4,6 M\$. De plus, l'annualisation de mesures reliées au Sommet du Québec et de la jeunesse de février 2000, soit l'ajustement des barèmes des personnes sans contraintes à l'emploi (5,0 M\$) et la réduction au titre du partage du logement (6,0 M\$), contribuent à l'augmentation des coûts à l'assistance-emploi de 11,0 M\$. Enfin, divers ajustements sont apportés, dont l'augmentation des traitements pour tenir compte des augmentations salariales.

Le budget de dépenses de ce programme « Mesures d'aide à l'emploi » passe de 979,8 M\$ à 961,5 M\$ en 2001-2002, soit une diminution de 18,3 M\$ qui s'explique par l'intégration de certaines mesures d'aide à l'emploi au Fonds de développement du marché du travail.

En ce qui a trait au soutien à la gestion, les crédits augmentent de 0,1 M\$ compte tenu des augmentations des traitements pour tenir compte des augmentations salariales.

En 2001-2002, le Ministère a un effectif de l'ordre de 6 381 ETC, dont 3 614 au Ministère et 2 767 dans les fonds spéciaux. Il pourra également compter sur 825 effectifs de la Ville de Montréal pour l'administration déléguée des services en matière de sécurité du revenu et sur 268 effectifs de la Ville affectés à la gestion des mesures actives d'emploi.

Vous trouverez ci-après un tableau sommarisant les crédits et les dépenses prévues aux Fonds spéciaux qui tiennent compte d'autres sources de financement que les crédits votés. De plus, le Ministère administre le Fonds national de formation de la main-d'œuvre. Un montant de 123,3 M\$ est prévu en sus des crédits du Ministère. Les dépenses totales représentent 4 036,9 M\$ auxquelles s'ajoutent les dépenses prévues de 41,0 M\$ au Fonds national de formation de la main-d'œuvre, exclu du périmètre comptable du gouvernement.

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
Portrait consolidé des crédits du MESS et des dépenses prévus
aux fonds spéciaux pour 2001-2002

	Rémunération et Fonctionnement K \$	Transfert K \$	Affectation à un fonds spécial K \$	Crédits totaux K \$
A) CRÉDITS - MESS				
<u>Mesures d'aide à l'emploi</u>	2 453.6	1 778.0	957 233.3	961 464.9
<u>Mesures d'aide financière</u>	188 427.8	2 565 546.7	0.0	2 753 974.5 (1)
<u>Soutien à la gestion</u>	138 288.2	8 998.5	50 870.5	198 157.2 (1)
TOTAL	329 169.6	2 576 323.2	1 008 103.8	3 913 596.6
B) DÉPENSES PRÉVUES AUX FONDS SPÉCIAUX				
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	1 897.3	16 603.7	0.0	18 501.0 (2)
Fonds de développement du marché du travail	176 121.5	814 423.4	(957 233.3)	33 311.6 (3)
Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail	1 500.0	70 000.0	0.0	71 500.0 (4)
Fonds des technologies de l'information	50 870.5	0.0	(50 870.5)	0.0
TOTAL	230 389.3	901 027.1	(1 008 103.8)	123 312.6
C) TOTAL CRÉDITS ET FONDS	559 558.9	3 477 350.3	0.0	4 036 909.2
D) Fonds national de formation de la main-d'œuvre	6 000.0	35 000.0	0.0	41 000.0 (5)

(1) Ce montant exclut les investissements de 1.2 M\$ et l'amortissement de (1,2 M\$).

(2) Ce montant provient des sommes versées par la Société des loteries et courses du Québec au montant de 18,4 M\$ (à être confirmé en juin 2001)

(3) Ce montant provient des revenus autonomes de la qualification professionnelle (1.7 M\$), de la CSST (0,4 M\$) et de "sceau rouge" (0.5 M\$) et des surplus accumulés au 31 mars 2001 de 30,7 M\$.

(4) Suite aux décisions du Sommet du Québec et de la Jeunesse, à compter de 2000-2001 et jusqu'en 2003-2004, le Fonds sera pourvu d'un budget de 160 M\$.

(5) Ce montant provient des cotisations des employeurs, des intérêts qu'elles produisent et de la perception de droits et frais.
L'excédent du Fonds au 31 mars 2001 est de façon préliminaire estimé à 82 M\$. De plus ce Fonds est considéré fiduciaire et donc exclu du périmètre comptable du gouvernement.

Vous trouverez, ci-après, une comparaison des crédits prévus par programme et élément pour 2001-2002 par rapport aux crédits comparatifs 2000-2001 ainsi que la dépense probable 2000-2001 comparative.

**COMPARAISON DES CRÉDITS PRÉVUS PAR PROGRAMME
POUR 2001-2002
PAR RAPPORT AUX CRÉDITS COMPARATIFS 2000-2001**

Programmes	Crédits 2001-2002 (K\$)	Crédits comparatifs 2000-2001 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable comparative 2000-2001 (K\$)
01- Mesures d'aide à l'emploi	961 464,9	979 806,1	(18 341,2)	957 258,0
02- Mesures d'aide financière	2 753 974,5	2 931 845,3	(177 870,8)	2 929 540,1
03- Soutien à la gestion	198 157,2	198 055,2	102,0	200 198,7
TOTAL	3 913 596,6	4 109 706,6	(196 110)	4 086 996,8

PROGRAMME 01 - MESURES D'AIDE À L'EMPLOI

Ce programme vise à pourvoir au financement d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Emploi-Québec est une unité autonome de services responsable de la mise en place de services publics d'emploi au Québec soit l'information sur le marché du travail, le placement et les mesures actives d'emploi aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Elle est également responsable de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'œuvre. Elle vise également le développement des politiques d'emploi.

Évolution des coûts par élément

Éléments	Crédits 2001-2002 (K\$)	Crédits comparatifs 2000-2001 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable comparative 2000-2001 (K\$)
01 Emploi-Québec	957 233,3	975 907,5	(18 674,2)	953 359,4*
02 Politiques d'emploi	2 453,6	2 120,6	333	2 120,6
03 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi	1 778,0	1 778,0	0	1 778,0
Total	961 464,9	979 806,1	(18 341,2)	957 258,0

* Représente la dépense probable du FDMT pour 2001-2002.

Les crédits de ce programme passent de 979,8 M\$ en 2000-2001 à 961,5 M\$ en 2001-2002. Toutefois, le Fonds de développement du marché du travail prévoit utiliser en 2001-2002 ses surplus cumulés de l'ordre de 30 M\$ au 31 mars 2001 ainsi que des revenus autonomes d'environ 3 M\$, ce qui porterait sa dépense prévisible à 990 M\$ comparativement à une dépense estimée à 953 M\$ du FDMT pour 2000-2001, soit une croissance de 37 M\$ ou 4 %.

Évolution du nombre de nouveaux participants aux mesures d'Emploi-Québec

La performance d'Emploi-Québec

	Nombre de nouveaux participants aux interventions d'Emploi-Québec	% de croissance
1999-2000	162 597	
2000-2001	187 989	16 %
2001-2002 (plan annuel E-Q)	207 989	11 %

On peut constater qu'Emploi-Québec, en accroissant sa performance en regard de l'utilisation des sommes qui lui sont consenties par le gouvernement du Québec, réussit à ajuster son offre de services auprès d'un plus grand nombre de participants et ce, dans un contexte où le nombre de prestataires d'assurance-emploi et d'assistance-emploi est en régression. La croissance annuelle estimée du nombre de nouveaux participants est respectivement de 16 % pour 2000-2001 et de 11 % pour 2001-2002.

Élément 01 – Emploi-Québec

Objectif

Ce programme vise à pourvoir au financement d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Emploi-Québec est une unité autonome de services responsable de la mise en place des services publics d'emploi au Québec soit l'information sur le marché du travail, le placement et les mesures actives d'emploi aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Elle est également responsable de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'œuvre.

Aspect légal

Ce programme découle de la Loi créant le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (L.R.Q., chapitre D-7.1).

Mission et fonctions

Emploi-Québec gère, sur le territoire du Québec, des services publics d'emploi selon un mode de gestion par résultats décentralisé et régionalisé. Au sein du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Emploi-Québec constitue une unité autonome de services, ayant des mandats exclusifs et ses champs d'intervention propres. À cet effet, Emploi-Québec s'est dotée de directions régionales et offre des services dans des centres locaux d'emploi (CLE) à l'ensemble de la main-d'œuvre québécoise et aux entreprises, en partenariat avec des organismes voués au développement de la main-d'œuvre et de l'emploi et au développement régional et local.

La mission d'Emploi-Québec est de susciter l'emploi de la main-d'oeuvre disponible, de promouvoir le développement de la main-d'oeuvre, d'améliorer l'offre de main-d'oeuvre et d'influer sur la demande de main-d'oeuvre de façon à favoriser l'équilibre entre l'offre et la demande de main-d'oeuvre sur le marché du travail.

Pour réaliser sa mission, Emploi-Québec s'occupe de la mise en oeuvre et de la gestion, aux niveaux national, régional, local et sectoriel, des mesures et activités relevant du ministre dans les domaines de la main-d'oeuvre et de l'emploi. Cela comprend notamment l'information sur le marché du travail, le placement ainsi que les services et activités liés à la politique active du marché du travail. Emploi-Québec exerce aussi des fonctions relevant de l'application de certaines lois: la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre* et la *Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre*. De plus, Emploi-Québec met en oeuvre l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail.

Évolution des crédits d'Emploi-Québec

Crédits	Crédits 2001-2002 (K\$)	Crédits comparatifs 2000-2001 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable comparative 2000-2001 (K\$)
Total	957 233,3	975 907,5	(18 674,2)	953 359,4

Les crédits de 957,2 M\$ sont affectés au Fonds de développement du marché du travail et sont répartis entre la gestion (170,5 M\$) et le support (786,7 M\$).

<u>Gestion</u>	Rémunération	153 682,9
	Fonctionnement	16 805,6
		<hr/> 170 488,5
<u>Intervention</u>		<hr/> 786 744,8
Total		<hr/> <hr/> 957 233,3

Le Fonds de développement du marché du travail vise à financer la mise en œuvre et la gestion des mesures, des programmes et des activités relevant du ministre dans les domaines de la main-d'œuvre et de l'emploi ainsi que la prestation des services publics d'emploi.

Gestion: Évolution des coûts et de l'effectif

Crédits	Crédits 2001-2002 (K\$)	Crédits comparatifs 2000-2001 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable comparative 2000-2001 (K\$)
Total	170 488,5	163 573,7	6 914,8	166 678,9

Les crédits de fonctionnement d'Emploi-Québec sont constitués de 52,9 M\$ découlant de l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail et de 117,6 M\$ provenant des fonds du Québec.

Effectif	2001-2002	2000-2001	Variation
Effectif total autorisé	2 674	2 675	(1)

Explication des variations budgétaires

La variation de 6 914,8 K\$ entre les crédits 2001-2002 et les crédits comparatifs 2000-2001 s'explique par les facteurs suivants :

	K\$
- Indexations salariales	3 680,0
- Réaménagement entre programmes, éléments de programmes et supercatégories pour les activités administratives reliées à l'offre de service visant à soutenir les personnes prestataires de l'assistance-emploi aptes au travail dans leur démarche d'emploi	3 314,7
- Transfert de poste et crédits au MAMM	(79,9)
	<u>6914,8</u>

Intervention: Évolution des coûts

Crédits	Crédits 2001-2002 (K\$)	Crédits comparatifs 2000-2001 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable comparative 2000-2001 (K\$)
Total	786 744,8	812 333,8	(25 589,0)	786 680,5

Explication des variations budgétaires

La variation de (25 589,0) K\$ entre les crédits 2001-2002 et les crédits comparatifs 2000-2001 s'explique par les facteurs suivants:

	<u>K\$</u>
- Ajout selon l'entente Canada Québec relative au marché du travail (590 646 K\$ VS 588 604 K\$)	2 042,0
- Réaménagement entre supercatégories	(631,0)
- Intégration de certaines mesures d'aide à l'emploi au Fonds de développement du marché du travail.	(27 000,0)
	<hr/>
	(25 589,0)

Les crédits composant l'enveloppe budgétaire de 786,7 M\$ sont constitués de 590,6 M\$ découlant de l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail et du financement de 196,1 M\$ pour le gouvernement du Québec. Des surplus cumulés au 31 mars 2001 estimés à près de 30 M\$ permettront de dépasser en 2001-2002 le niveau de dépenses et de participations aux mesures d'aide à l'emploi de 2000-2001.

La simplification et le regroupement des mesures actives du marché du travail en 1998 ont permis d'alléger les mécanismes de support auprès des partenaires et des citoyens en matière de préparation, d'insertion et de création d'emploi, de stabilisation et de maintien de l'emploi, qui sont les cinq axes de la politique active du marché du travail.

Depuis sa création, Emploi-Québec a mis de l'avant des mesures simplifiées et harmonisées, notamment par la mise en œuvre de la mesure de formation laquelle vise à regrouper les interventions en matière de formation de la main-d'œuvre, par la fusion des mesures des projets locaux de développement des compétences et des subventions salariales afin de procurer un soutien financier aux organismes et entreprises qui facilitent l'insertion en emploi ou procurent des expériences de travail visant à acquérir des expériences professionnelles transférables.

L'actuel défi d'Emploi-Québec est de compléter son offre de services auprès des entreprises et d'améliorer la performance des services publics d'emploi par le biais de développements informatiques qui permettront d'accroître la qualité du service à la clientèle, notamment les services de placement en ligne et d'offrir des outils de travail adaptés et performants à son personnel.

Liste des mesures et des objectifs par axe de la politique active du marché du travail

<u>Mesure</u>	<u>Description et objectifs</u>
<u>Axe: Préparation pour l'emploi</u>	
Services d'aide à l'emploi	<p><u>Description</u></p> <p>La mesure Services d'aide à l'emploi regroupe uniquement des activités de courte durée et périphérique au placement</p> <p><u>Objectif</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Aider les personnes en démarche d'emploi à préciser leurs besoins en matière d'emploi et de formation.• Fournir les outils et les moyens aux personnes en démarche d'emploi par l'offre de services périphériques au placement ou d'aide-conseil à la recherche d'emploi.
Formation de la main-d'œuvre	<p><u>Description</u></p> <p>Afin de contribuer à la réduction du chômage et en cohérence avec les emplois disponibles sur le marché du travail, les activités de formation sont établies à partir des besoins des personnes qui désirent intégrer l'emploi ou s'y maintenir et des besoins des employeurs en terme de maintien, de stabilisation ou de création d'emploi.</p> <p>Divers types et modes de formation peuvent être utilisés pour répondre aux besoins spécifiques des participants. De plus, la mesure vise une formation qualifiante et transférable.</p> <p>La mesure s'inscrit dans le cadre d'un Parcours individualisé vers l'emploi, la formation et l'emploi, sauf lorsqu'elle s'applique à des travailleurs en emploi. Lorsqu'il n'y a pas de Parcours d'établi, la mesure s'inscrit dans une démarche de formation planifiée à partir des besoins de l'employeur et de la main-d'œuvre.</p>

Objectif

- Permettre à des clientèles ciblées d'acquérir des compétences, de nature générale ou spécialisée, liées à l'emploi, par une aide aux individus et aux employeurs, visant une formation adaptée afin de contribuer à l'insertion et au maintien en emploi.

Projets de préparation à l'emploi

Description

La mesure permet de réaliser des activités intensives, variées, adaptées et intégrées de développement de l'employabilité offertes par des intervenants externes.

Objectif

- Permettre à des personnes défavorisées au plan de l'emploi d'acquérir ou de développer des compétences personnelles et des compétences liées à l'insertion au marché du travail au moyen de la réalisation d'activités intégrées de préparation et d'insertion en emploi.

Axe: Insertion

Subventions salariales d'insertion en emploi

Description

Cette mesure d'insertion vise à inciter les employeurs à embaucher des personnes à risque de chômage prolongé qui sont prêtes à intégrer le marché du travail. À cette fin, une subvention salariale est versée à l'employeur pour une période prédéterminée pour couvrir une partie du salaire versé au participant.

Objectif

- Faciliter l'intégration dans des emplois durables des clientèles à risque de chômage prolongé qui ne pourraient y avoir accès sans une aide financière.
- Viser l'acquisition d'expérience professionnelle transférable en vue de l'intégration à un emploi durable chez un autre employeur.

Supplément de retour au travailDescription

Les personnes à faible revenu qui veulent occuper un emploi font face à des contraintes financières du fait des coûts supplémentaires liés à un début d'emploi. Ces coûts peuvent difficilement être assumés en raison du délai à cumuler un revenu de salaire qui permette de les défrayer. De ce fait, ces personnes ne sont pas incitées à accepter un emploi et la mesure "Supplément de retour au travail" leur donnera accès à un emploi qu'ils n'auraient pas autrement occupé faute de moyens financiers.

Objectif

- Inciter les personnes ciblées à accepter des emplois au moyen d'un incitatif de retour au travail.

Axe: Création d'emploi**Soutien au travail autonome**Description

La mesure vise à offrir aux personnes, ayant en main des projets prometteurs, un soutien et des conseils pour les aider à débiter en affaires. Elle repose sur un travail en concertation avec les intervenants du milieu compétents en matière d'entrepreneurship.

Objectif

- Aider les individus à parvenir à l'autonomie sur le marché du travail en créant ou en développant leur entreprise ou en devenant des travailleurs autonomes.

Axe: Stabilisation, maintien et création d'emploi**Concertation pour l'emploi**Description

La mesure "Concertation pour l'emploi" encourage les différentes parties concernées par des problématiques du marché du travail à recourir à la concertation comme moyen privilégié de trouver des solutions durables aux problèmes auxquels ils ont à faire face. Par cette mesure, Emploi-Québec s'associe aux parties concernées en leur apportant une aide conseil et une aide financière s'appliquant aux coûts reliés à la mise sur pied et au fonctionnement de comités de concertation variés d'une part et à la recherche de solutions et à la mise en œuvre de celles-ci d'autre part.

Une aide pourra également être offerte à des entreprises pour réaliser des interventions visant l'amélioration de la gestion des ressources humaines. Enfin, Emploi-Québec pourra développer des ententes avec des intervenants pour appuyer et faciliter l'exécution des mesures actives d'Emploi-Québec.

Objectif

- La mesure s'adresse aux employeurs, aux associations d'employés et d'employeurs, aux regroupements professionnels et aux regroupements de clientèles faisant face à une problématique commune d'emploi, aux travailleurs faisant l'objet d'un licenciement collectif, aux coopératives, aux collectivités et aux organismes actifs au sein des collectivités. Son objectif consiste à favoriser la prise en charge des problématiques auxquelles ils font face. L'aide vise à développer et à mettre en application des stratégies permettant de faire face aux changements affectant le marché du travail, de satisfaire aux exigences en matière de ressources humaines, d'agir sur les problématiques liées au développement et à l'accès à l'emploi en vue de lever les obstacles à la création d'emplois, ainsi que d'appuyer et faciliter l'exécution des mesures actives d'emploi.

Axe: Préparation pour l'emploi et insertion en emploi

Insertion sociale

Description

Mesure permettant à des personnes de participer à des activités de nature communautaire dans une démarche visant à développer ou maintenir certaines habiletés, attitudes ou comportements susceptibles d'accroître leurs possibilités d'accéder au marché du travail.

Objectif

- Faciliter l'insertion sociale et le développement d'attitudes, de comportements et d'habiletés requises préalablement à la participation à une mesure active.

Autres

Recherche et innovation

Description et objectif

De concert avec les partenaires du marché du travail ou d'autres paliers de gouvernement, effectuer des recherches et mettre en oeuvre des projets d'expérimentation qui visent à améliorer les politiques, mesures et services reliés aux cinq axes de la politique active du marché du travail. Depuis 2000-2001, la contribution du gouvernement du Québec à l'Entente Canada-Québec relative aux projets pilote pour les personnes âgées est financée par cette mesure.

Élément 02 – Politiques d'emploi

Objectif:

Cet élément de programme vise le développement des politiques d'emploi, à l'intérieur de la Direction générale des politiques du Ministère.

Évolution des coûts et de l'effectif

Crédits	Crédits 2001-2002 (K\$)	Crédits comparatifs 2000-2001 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable comparative 2000-2001 (K\$)
Total	2 453,6	2 120,6	333,0	2 120,6

Effectif	2001-2002	2000-2001	Variation
Effectif total autorisé	37	37	0

Explication des variations budgétaires

La variation de 333,0 K\$ entre les crédits 2001-2002 et les crédits comparatifs 2000-2001 s'explique par les facteurs suivants :

	K\$
- Indexations salariales	47,5
- Réaménagement entre programmes et éléments de programmes	285,5
	<hr/>
	333,0
	<hr/>

Élément 03 – Provision pour augmenter, avec l’approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l’insertion, la formation et l’aide à l’emploi

Objectif

Cette provision constitue le véhicule pour effectuer les virements de budgets pour augmenter les crédits pour la réalisation de projets favorisant l’insertion, la formation et l’aide à l’emploi. Certaines activités sont ciblées:

Fonds ministériel d'aide à l'innovation et à l'expérimentation (FAIE)

Le Fonds vise à apporter une aide financière à des organismes sans but lucratif dont les activités de protection et d'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires des programmes du Ministère ou dont les activités reliées à l'aide ou au développement de l'employabilité ou à la formation professionnelle sont jugées d'un intérêt certain par rapport à la mission du Ministère.

Subvention aux autochtones

Cette mesure permet d’octroyer des subventions à des communautés autochtones pour la mise sur pied de projets susceptibles de promouvoir le développement de leurs ressources humaines.

Évolution des coûts

Activités	Crédits 2001-2002 (K\$)	Crédits comparatifs 2000-2001 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable comparative 2000-2001 (K\$)
Projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi	1 778,0	1 778,0	0	1 778,0

Explication des variations budgétaires

- Aucune variation

0

PROGRAMME 02 - MESURES D'AIDE FINANCIÈRE

Objectif du programme

Ce programme vise à rendre accessibles à tous les citoyennes et citoyens qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau de la sécurité du revenu et de celui de la Ville de Montréal. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Également, ce programme verse aux personnes à faibles revenus ayant des enfants à charge un supplément basé sur le revenu de travail, afin de les inciter à demeurer ou à rentrer sur le marché du travail. De plus, le programme accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Enfin, il vise également le développement des politiques de sécurité du revenu.

Évolution des coûts par élément

Éléments	Crédits 2001-2002 (K\$)	Crédits comparatifs 2000-2001 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable comparative 2000-2001 (K\$)
01- Gestion du réseau de la sécurité du revenu	184 652,5	182 227,6	2 424,9	184 824,8
02- Politiques de sécurité du revenu	4 775,3	4 504,5	270,8	5 342,7
03- Assistance-emploi	2 463 097,1	2 640 017,2	(176 920,1)	2 652 807,1
04- Gestion du dénuement	29 000,0	29 000,0	0	28 969,5
05- Aide aux parents pour leurs revenus de travail	38 053,3	41 783,8	(3 730,5)	33 483,8
06- Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	17 496,3	17 412,2	84,1	16 812,2
07- Allocations de maternité	7 300,0	7 300,0	0,0	7 000,0
08- Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion de prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi	9 600,0	9 600,0	0,0	300,0
TOTAL	2 753 974,5	2 931 845,3	(177 870,8)	2 929 540,1

Les crédits du programme passent de 2 931,8 M\$ en 2000-2001 à 2 753,9 M\$ en 2001-2002, soit une diminution de 177,9 M\$.

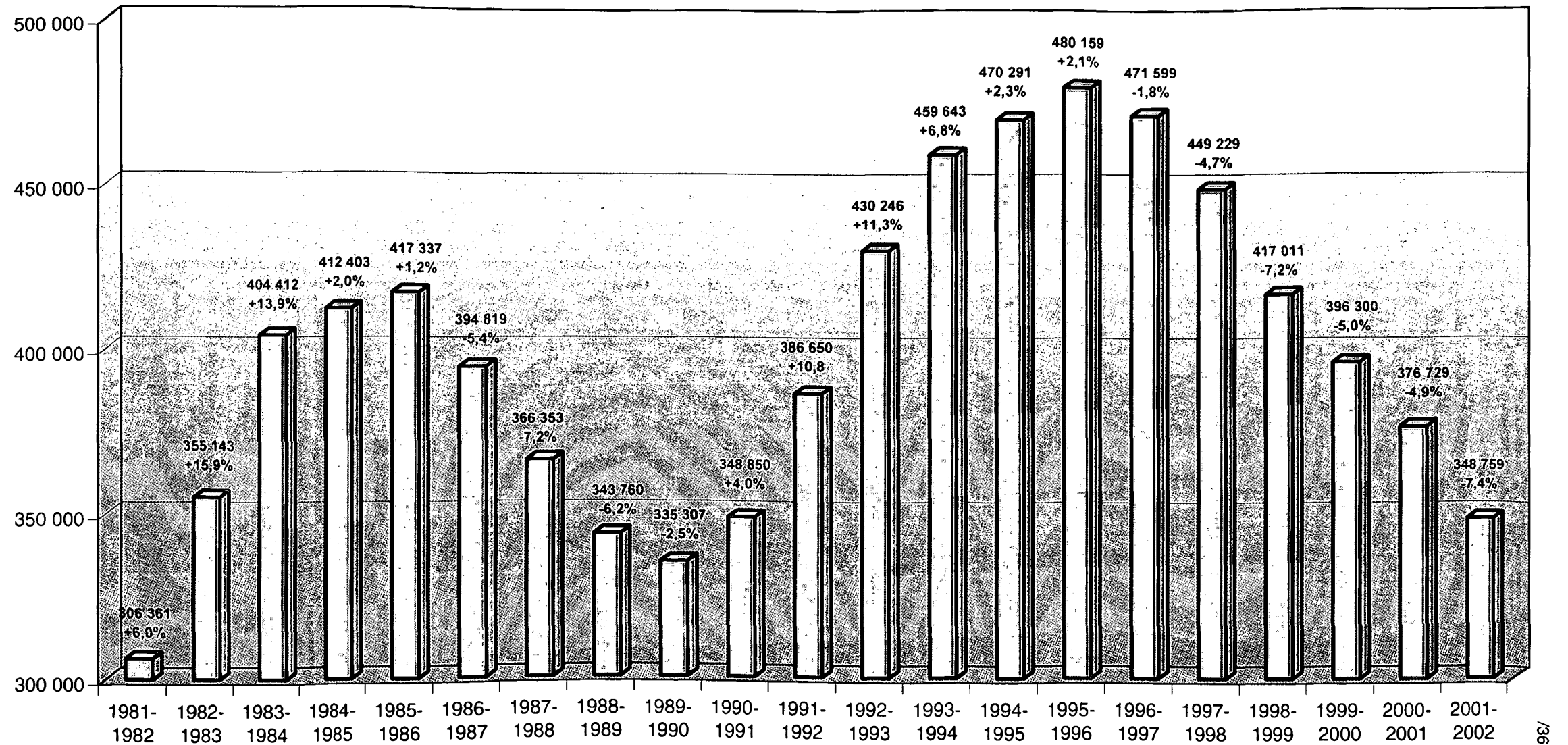
Le budget de dépenses de ce programme passe de 2 931,9 M\$ à 2 754,0 M\$ en 2001-2002, soit une diminution de 177,9 M\$. Cette diminution résulte principalement d'une baisse prévue de 27 970 ménages à l'assistance-emploi en 2001-2002 par rapport à l'année précédente, soit de 376 729 à 348 759 ménages.

Évolution des ménages à la sécurité du revenu

Le tableau ci-après présente l'évolution du nombre de ménages présents à l'aide de dernier recours depuis 1981-1982.

On remarque que depuis 1996-1997, le nombre de ménages ne cesse de diminuer. En 1997-1998, la diminution constatée est de 4,7 %, pour 1998-1999, elle est de 7,2 %, de 5 % 1999-2000 et de 4,9 % en 2000-2001. Pour 2001-2002, le nombre de ménages prévu est de 348 759, soit une baisse estimée à 7,4 %.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale
Évolution du nombre de ménages à la sécurité du revenu
(moyenne mensuelle) et des taux de variations entre 1981-1982 et 2001-2002



Élément 01 - Gestion du réseau de la sécurité du revenu

Objectif

Les crédits contenus dans cet élément de programme comprennent le fonctionnement des centres locaux d'emploi et des directions régionales (module Sécurité du revenu) et de la Direction générale de la sécurité du revenu ainsi que les crédits de base pour l'administration du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail.

Évolution des coûts et de l'effectif

Crédits	Crédits 2001-2002 (K\$)	Crédits comparatifs 2000-2001 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable comparative 2000-2001 (K\$)
Total	184 652,5	182 227,6	2 424,9	184 824,8

Effectif	2001-2002	2000-2001	Variation
Effectif total autorisé	2 617	2 645	(28)

Explication des variations budgétaires

	K\$
- Indexations salariales	4 016,0
- Réaménagement entre programmes, éléments de programmes et supercatégories permettant notamment le paiement des développements de systèmes	(1 591,1)
	<u>2 424,9</u>

Élément 02 – Politiques de sécurité du revenu

Objectif

Cet élément de programme vise le développement des politiques de sécurité du revenu, à l'intérieur de la Direction générale des politiques du Ministère.

Évolution des coûts et de l'effectif

Crédits	Crédits 2001-2002 (K\$)	Crédits comparatifs 2000-2001 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable comparative 2000-2001 (K\$)
Total	4 775,3	4 504,5	270,8	5 342,7

Effectif	2001-2002	2000-2001	Variation
Effectif total autorisé	74	67	7

Explication des variations budgétaires

La variation de 270,8 K\$ entre les crédits 2001-2002 et les crédits comparatifs 2000-2001 s'explique par les facteurs suivants:

	K\$
- Indexations salariales	112,5
- Réaménagements entre programmes et éléments de programmes	158,3
	<u>270,8</u>

Élément 03 - Assistance- emploi

Objectif

Cet élément de programme vise à rendre accessibles à tous les citoyennes et citoyens qui en font la demande, des services de soutien financier par l'entremise de son réseau de la sécurité du revenu. Il veut permettre à toute personne d'être en mesure de satisfaire ses besoins en versant, aux ménages particulièrement démunis, une allocation de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Il vise également à aider financièrement les personnes et les familles incapables de pourvoir à leurs besoins de base pour des raisons de santé physique et mentale.

Aspect légal

La Loi sur le Soutien du revenu et favorisant l'emploi et la Solidarité sociale (L.Q., 1998, C. 36) ainsi que son règlement d'application forment les assises légales de cet élément de programme.

Évolution des coûts, du nombre de ménages et du coût moyen mensuel

Assistance-emploi (*)	Crédits 2001-2002 (K\$) (*)	Crédits comparatifs 2000-2001 (K\$) (*)	Variation (K\$)	Dépense probable Comparative 2000-2001 (K\$) (*)
Coût (K\$)	2 463 097,1	2 640 017,2	(176 920,1)	2 652 807,1
Ménages	348 759	376 729	(27 970)	376 729
Coût moyen mensuel (\$)	576,52	562,08	14,44	586,81

* L'écart de 12,8 M\$ entre la dépense probable 2000-2001 et les crédits comparatifs de la même année, il a été financé par un recours au fonds de suppléance de Conseil du trésor.

Explication des variations budgétaires

La diminution entre les crédits 2001-2002 et les crédits comparatifs 2000-2001 se situe à 176 920,1 K\$:

Le Ministère prévoit que le nombre mensuel moyen de ménages inscrit au programme Assistance-emploi diminuera de 27 970 en 2001-2002 par rapport aux crédits comparatifs 2000-2001, ce qui représente une diminution de 7,4 %.

Cette baisse s'explique par plusieurs facteurs, notamment, la situation économique du Québec favorable à l'insertion des prestataires sur le marché du travail et la consolidation des efforts déployés en 2000-2001 qui ont permis une diminution fort appréciable de 5 % du nombre de ménages. Ces efforts visaient notamment la prévention à l'entrée de la sécurité du revenu et l'augmentation de la participation des prestataires de la sécurité du revenu aux mesures d'aide à l'emploi destinées à les soutenir dans leur démarche vers l'emploi.

Par ailleurs, les personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi bénéficieront d'un ajustement à la hausse de leurs prestations les 1^{er} janvier 2001 et 2002, ce qui représente des coûts de 32,2 M\$. Également, suite à la « Marche des femmes », les prestations liées aux frais scolaires et au supplément pour grossesse et allaitement seront augmentées de 4,6 M\$. De plus, l'annualisation des mesures donnant suite au Sommet du Québec et de la jeunesse de février 2000, soit l'ajustement des barèmes des personnes sans contraintes à l'emploi (5,0 M\$) et la réduction au titre du partage du logement (6,0 M\$) impliquent l'augmentation des coûts à l'assistance-emploi de 11,0 M\$.

Élément 04 - Gestion du dénuement

Objectif

Allocation familiale

Depuis le 1^{er} septembre 1997, la Loi sur les prestations familiales est en vigueur. Cette modification du régime d'allocation familiale apporte des changements pour certaines familles à la sécurité du revenu. Afin de ne pas pénaliser ces familles, une clause de dénuement a été prévue dans les nouvelles dispositions relatives à la nouvelle allocation familiale pour enfants. Cette clause permet, au besoin, aux familles qui entreront à la sécurité du revenu en cours d'année d'obtenir l'aide additionnelle correspondant à leur nouvelle situation financière.

Allocation logement

Lors du discours sur le budget 1997-1998, le gouvernement du Québec a annoncé son intention de mettre en place une politique à l'égard de l'habitation comprenant un plan d'action et une série de mesures, notamment la création d'un nouveau programme d'allocation logement.

Ce nouveau programme amène des situations où une famille prestataire de la sécurité du revenu reçoit moins qu'avec l'ancien programme ou est même exclue du nouveau programme d'allocation logement. Il peut y avoir aussi des familles qui deviendraient inadmissibles à la sécurité du revenu à la suite de ce nouveau programme. Le Ministère a donc instauré une clause de dénuement afin de remédier à ces situations défavorables pour certaines familles.

Supplément de la prestation nationale pour enfants

Depuis juillet 1998, le gouvernement fédéral a implanté un nouveau régime de prestation nationale pour enfants. Ce nouveau régime apporte des changements aux montants versés par la sécurité du revenu aux familles prestataires. Or, afin de ne pas pénaliser les familles pouvant être perdantes, une clause de dénuement a été prévue.

Aspect légal

La Loi sur le Soutien du revenu et favorisant l'emploi et la Solidarité sociale (L.Q., 1998, C. 36) ainsi que son règlement d'application forment les assises légales de cet élément de programme.

Évolution des coûts, du nombre moyen mensuel de dossiers et des coûts moyens (‘000\$)

Gestion du dénuement	Crédits 2001-2002	Crédits comparatifs 2000-2001	Variation	Dépense probable comparative 2000-2001
<u>Crédits</u>				
Nouvelle allocation familiale	12 400,0	16 200,0	(3 800,0)	14 036,5
Allocation logement	6 700,0	6 800,0	(100,0)	6 758,1
Supplément de la prestation nationale pour enfants	9 900,0	6 000,0	3 900,0	8 174,9
Total	29 000,0	29 000,0	0	28 969,5
<u>Nombre moyen mensuel de dossiers</u>				
Nouvelle allocation familiale	8 500	10 000	(1 500)	9 502
Allocation logement	15 100	16 700	(1 600)	15 064
Supplément de la prestation nationale pour enfants	8 000	6 800	1 200	7 774
<u>Coût moyen mensuel (\$)</u>				
<u>À titre indicatif</u>				
Nouvelle allocation familiale	121,57	135,00	(13,43)	123,10
Allocation logement	36,98	33,93	3,05	37,39
Supplément de la prestation nationale pour enfants	103,13	73,53	29,60	87,63

Explication des variations budgétaires

Les budgets prévus pour 2001-2002 sont ajustés pour tenir compte des coûts probables 2000-2001 et de l'évaluation de la clientèle et des coûts moyens prévus de 2000-2001. La diminution des coûts prévus pour la nouvelle allocation familiale (NAF) résulte de la variation de la clientèle à l'assistance-emploi. Pour le supplément de la prestation nationale pour enfants, la variation à la hausse résulte essentiellement de la majoration des allocations par le gouvernement Fédéral.

Élément 05 - Aide aux parents pour leurs revenus de travail

Objectif

Le programme APPORT a pour objectifs:

- d'augmenter le revenu disponible des parents qui ont de faibles revenus de travail;
- d'aider les parents qui ont de faibles revenus de travail à demeurer sur le marché du travail;
- d'aider les parents qui reçoivent des prestations d'assurance-chômage ou de sécurité du revenu à entrer sur le marché du travail.

L'aide offerte, qui tient compte de la situation familiale et financière des personnes, comprend un soutien au revenu familial.

Aspect légal

Les prestations de ce programme sont versées en vertu de la Loi sur le Soutien du revenu et favorisant l'emploi et la Solidarité sociale (L.Q., 1998, C. 36) ainsi que son règlement d'application forment les assises légales de cet élément de programme.

Évolution des coûts, du nombre moyen mensuel de prestataires et du coût moyen annuel

APPORT	Crédits 2001-2002	Crédits comparatifs 2000-2001	Variation	Dépense probable Comparative 2000-2001
<u>Crédits</u>				
Acomptes versés par le MESS (K\$)	14 000,0	15 000,0	(1 000,0)	12 784,0
Paieement final versé par le MRQ (K\$)	24 053,3	26 783,8	(2 730,5)	20 699,8
Coût total (K\$)	38 053,3	41 783,8	(3 730,5)	33 483,8
<u>Clientèle</u>				
Nombre moyen mensuel de prestataires avec acompte MESS	10 000	10 000	0,0	8 905
Nombre concilié de contribuables (MRQ)	45 000	47 000	(2 000)	42 000
Coût moyen annuel par contribuable (\$)	845,63	889,02	(43,39)	797,23

Explication des variations budgétaires

Les crédits 2001-2002 ont été ajustés en fonction de nouvelles estimations de coûts et de clientèle.

Élément 06 - Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

Objectif

Cet élément de programme vise à doter l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris des sommes requises pour assurer à ces derniers une garantie de revenu lorsqu'ils s'adonnent à des activités traditionnelles.

Il s'adresse aux cris résidant au Québec qui pratiquent, comme mode de vie, des activités traditionnelles d'exploitation de la chasse, de la pêche et du piégeage.

Aspect légal

L'origine du programme remonte à la Convention de la Baie James et du Nord québécois signée le 11 novembre 1975 entre les gouvernements du Québec et du Canada, Hydro-Québec, la SDBJ, la SEBJ, les Cris et les Inuits.

Le programme est administré par un organisme autonome: l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris. L'Office est formé de six membres dont trois sont nommés par l'Administration régionale crie et trois par le gouvernement.

La Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (LRQ, c.S.3-2) établit le programme et institue l'Office. Les dispositions de cette loi régissent, entre autres, les conditions d'admissibilité, le calcul des prestations et les versements aux bénéficiaires. Elle définit aussi les fonctions, les pouvoirs, les règles administratives et les dispositions d'ordre financier de l'Office.

L'article 48 de cette loi prévoit une limite globale du nombre total de jours rémunérés auquel l'ensemble des bénéficiaires a droit pour une année. Cette limite est actuellement fixée à 350 000 jours. Elle s'applique à l'année du programme, soit du 1^{er} juillet au 30 juin.

Évolution des coûts par activité

Activités	Crédits 2001-2002	Crédits comparatifs 2000-2001	Variation	Dépense probable comparative 2000-2001
Prestations (K\$)	16 403,9	16 373,9	30,0	15 743,9
Administration (K\$)	1 092,4	1 038,3	54,1	1 068,3
Total (K\$)	17 496,3	17 412,2	84,1	16 812,2

Explication des variations budgétaires

Les budgets ont été légèrement augmentés en 2001-2002 par rapport à 2000-2001. Les crédits devraient permettre le financement d'environ 334 022 jours/personnes. L'augmentation de crédits est liée à l'indexation annuelle des tarifs journaliers.

Élément 07 - Allocations de maternité

Objectif

Le Programme d'allocations de maternité a pour objectif d'apporter une compensation financière de 360 \$ à la travailleuse salariée admissible aux prestations d'assurance-emploi qui doit s'absenter du travail pour cause de grossesse.

Aspect légal

C'est en vertu d'une décision du Conseil des ministres (# 78-388, 16 novembre 1978) que le Ministère est autorisé à verser des allocations de maternité. Lors du discours sur le budget 1990-1991, le 29 avril 1990, l'allocation de maternité a été portée de 240 \$ à 360 \$. Depuis le 1^{er} octobre 1992, cette allocation est versée uniquement aux familles dont les revenus annuels sont inférieurs à 55 000 \$.

Évolution des coûts et du nombre de prestataires

Allocations de maternité	Crédits 2001-2002	Crédits comparatifs 2000-2001	Variation	Dépense probable comparative 2000-2001
Coût (K\$)	7 300,0	7 300,0	0	7 000,0
Prestataires	20 278	20 278	0	19 444

Explication des variations budgétaires

Les crédits 2000-2001 sont maintenus au même niveau en 2001-2002.

Élément 8 - Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion de prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi

Objectif

Cette provision constitue le véhicule pour effectuer des virements de budgets des programmes d'aide financière vers les budgets des mesures d'aide à l'emploi et ainsi permettre la conversion de mesures de sécurité du revenu en mesures d'aide à l'emploi.

Aspect légal

Suite au Sommet socio-économique de l'automne 1996, deux projets pour les personnes handicapées, dont l'un prévoyait l'embauche de personnes dans le cadre des Contrats d'intégration au travail (CIT) avec l'entreprise privée et l'autre, avec les Centres de travail adapté (CTA), ont fait l'objet de virements de crédits du MESS vers l'OPHQ en 1997-1998 selon les CT 189996 du 5 mars 1997 et 190488 du 17 juin 1997. À partir du 1^{er} avril 2001 la mesure CIT a fait l'objet d'un transfert de responsabilités à Emploi-Québec. Une partie des crédits sera viré à Emploi-Québec à cette fin (3,4 M\$), le solde étant prévu être viré à l'OPHQ en regard des CTA.

Les virements sont autorisés annuellement par le Conseil du trésor.

Évolution des coûts

Activités	Crédits 2001-2002 (K\$)	Crédits comparatifs 2000-2001 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable comparative 2000-2001 (K\$)
Projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi	9 600,0	9 600,0	0,0	300,0 (1)

(1) Un montant de 8 000 K\$ a été viré à l'OPHQ en regard de ces projets en 2000-2001. Quant au solde de 1,3 M\$ il a été viré à l'assistance-emploi.

Explication de la variation

Le niveau des crédits est maintenu pour 2001-2002.

PROGRAMME 03 - SOUTIEN À LA GESTION

Objectif du programme

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles essentielles à la gestion des programmes.

Évolution des coûts par élément

Éléments	Crédits 2001-2002 (K\$)	Crédits comparatifs 2000-2001 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable comparative 2000-2001 (K\$)
01 Direction	30 887,3	28 329,0	2 558,3	28 025,1
02- Soutien à la gestion	161 030,6	163 081,7	(2 051,1)	163 823,5
03- Centre de recouvrement	6 239,3	6 644,5	(405,2)	8 350,1
TOTAL	198 157,2	198 055,2	102,0	200 198,7

Élément 01 - Direction

Objectif

Les crédits alloués pour la Direction du Ministère comprennent les sommes prévues pour le Cabinet du ministre, le Bureau du sous-ministre, le Secrétariat du Ministère, la politique de reconnaissance de l'action communautaire, la Direction des affaires juridiques, la Direction des ressources humaines, la Direction de la vérification interne et des enquêtes administratives, le Bureau des renseignements et plaintes, la Direction des communications, la Direction du service de révision et les coûts facturés par le Tribunal administratif du Québec.

Évolution des coûts et de l'effectif

Crédits	Crédits 2001-2002 (K\$)	Crédits comparatifs 2000-2001 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable comparative 2000-2001 (K\$)
Total	30 887,3	28 329,0	2 558,1	28 025,1

Effectif	2001-2002	2000-2001	Variation
Effectif total autorisé	339	320	19

Explication des variations budgétaires

L'augmentation de 2 570,2 K\$ entre les crédits 2001-2002 et les crédits comparatifs 2000-2001 s'explique par les facteurs suivants :

	<u>K\$</u>
- Indexations salariales	559,7
- Réaménagements entre programmes et éléments de programmes afin de pourvoir aux activités de la Direction du service de la révision, de la Direction des ressources humaines et de la Direction des communications	1 998,6
	<u>2 558,3</u>

Élément 02 - Soutien à la gestion

Objectif

Les sommes contenues dans cet élément de programme incluent les crédits de la Direction générale de la planification stratégique et opérationnelle, soit le secteur des technologies de l'information et le secteur de l'administration (qui inclut les contributions d'employeurs et avantages sociaux pour les employés du Ministère).

Évolution des coûts et de l'effectif

Crédits	Crédits 2001-2002	Crédits comparatifs 2000-2001	Variation (K\$)	Dépense probable Comparative 2000-2001
Total	161 030,6	163 081,7	(2 051,1)	163 823,5

Effectif	2001-2002	2000-2001	Variation
Effectif total autorisé	434	433	1

Explication des variations budgétaires

La diminution de 2 063,0 K\$ entre les crédits 2001-2002 et les crédits comparatifs 2000-2001 s'explique par les facteurs suivants:

	<u>K\$</u>
- Indexations salariales	1003,5
- Réaménagements entre programmes, éléments de programmes et supercatégories permettant de financer des activités à l'intérieur du MESS notamment pour pourvoir au financement de certaines activités des unités administrative de la Direction du MESS	(2 977,0)
- Transfert d'un poste et crédits au MRI	(77,6)
	<u>(2 051,1)</u>

Élément 03 - Centre de recouvrement

Objectif

Les crédits alloués au Centre de recouvrement visent à protéger et recouvrer les sommes dues au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Les activités du Centre sont régies, entre autres, par la Loi sur la fonction publique, par la Loi sur l'administration financière et par la Loi sur la sécurité du revenu.

Évolution des coûts et de l'effectif

Crédits	Crédits 2001-2002 (K\$)	Crédits comparatifs 2000-2001 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable comparative 2000-2001 (K\$)
Total	6 239,3	6 644,5	(405,2)	8 350,1

Effectif	2001-2002	2000-2001	Variation
Effectif total autorisé	113	113	0

Explication des variations budgétaires

La diminution de 405,2 K\$ entre les crédits 2001-2002 et les crédits comparatifs 2000-2001 s'explique par le facteur suivant :

	<u>K\$</u>
- Indexations salariales	152,8
- Réaménagement entre programmes, éléments de programme et supercatégories permettant les développements informatiques requis par le Centre	(558,0)
	<u>(405,2)</u>